

LA LUTTE SOCIALE

Organe Communiste-Anarchiste

Le Numéro 10 centimes

PARAISANT LE SAMEDI

Le Numéro 10 centimes

ABONNEMENTS

Trois mois..... 1 fr. 50
Six mois..... 3 fr. »
Un an..... 6 fr. »

Étranger : le port en sus.

BUREAUX & RÉDACTION

263. Rue de Créqui, 263

LYON

RENSEIGNEMENTS

Pour toutes communications, s'adresser au siège social, rue de Créqui, 263, tous les jours de 8 heures à 10 heures du soir.

APPEL AUX PARIAS

Ce n'est point par l'autorité
Que l'on détruit la tyrannie.
C'est seulement par l'anarchie
Qu'on peut fonder la liberté.

Qui veut un quatrième Etat,
De dominer couve le vico,
Et c'est pour lui seul qu'il combat,
Et nullement pour la justice.

Tout opprimé, tout paria,
Qu'étreint, dévore la misère,
Pour devoir, avant tout, il a
D'être révolutionnaire,

Et d'être avec les compagnons
Qui veulent faire table rase
Des préjugés qui sont la base
De tous les maux dont nous souffrons.

Tous, prètons main forte à LA LUTTE
Pour qu'enfin vienne la cubute,
Pour que nous puissions, de nos yeux,
Voir enfin tout le monde heureux !

4 septembre 1886.

X. = R.

L'union des Républicains

Sous l'Empire, il y a quelque vingt ans, on entendit, un beau jour, tout le monde crier : Ohé Lambert ! qui a vu Lambert ? L'exclamation était générale, fastidieuse, une véritable obsession.

Lambert, c'était le mari de la Martijo, qu'une cocotte avait baptisé ainsi au sortir d'un tête-à-tête, pour lui assurer l'incognito.

Eh bien, nous avons retrouvé, depuis quelques semaines, une « scie » équivalente, une obsession semblable. J. Ferry en est le père, certains imbéciles de la Chambre des députés en sont les parrains et sa raison d'être est de masquer un accouplement honteux entre monarchistes et républicains. Le « Ohé Lambert » est remplacé par « l'Alliance avec les conservateurs ».

Ouvrez un journal quelconque, consultez ceux qui ont parus depuis les élections des conseillers généraux et vous nous direz si la « scie » n'est pas bien montée.

Ferry, qui avait fait un plongeon après ses aventures tonkinoises, très fier de son nouvel avatar, montre maintenant la tête et tire une

coupe vigoureuse vers la présidence du Conseil. C'est chose à régler entre lui et Freycinet et cela est de maigre importance pour nous. Qu'il y est au ministère des blancs bonnets ou des bonnets blancs, nous nous en foutons. Mais pourquoi ce projet d'alliance ? Que nous promet ce mariage du coq orléaniste et du chacal opportuniste ? Que veut ce Bridoisson centre gauche, qui s'est si lourdement laissé choir du ministère ? Que signifie la réapparition de ce Jean-foutre ?

Ce n'est pas pour les beaux yeux de la République radicale socialiste que le cuistre veut jouer un rôle. Ce n'est même pas au profit de la République « honnête et modérée » de M. Ranc; les nouveaux alliés n'aiment pas plus l'une que l'autre.

Pas n'est besoin d'ajouter que dans les intentions de Ferry il n'est question ni du travail, ni du crédit public, ni de l'impôt, ni des conflits probables en Europe. Il laisse aux travailleurs les articles 415 et 416 du Code pénal; à l'agriculture obérée, à l'industrie aux abois, le prêt hypothécaire et l'usure à 12 pour cent; aux contribuables 7 milliards de dépenses annuelles à couvrir et un milliard 250 millions de rentes à servir aux usuriers. Ce n'est pas pour s'occuper de ces problèmes que le pleutre réapparaît et propose une alliance.

Non. Si le grand homme de Ch. Laurent a recouvré la parole, c'est, ne l'oubliez pas, parce que le péril est à gauche et pour refaire l'ordre compromis par les radicaux.

Obvier à ce péril, refaire l'ordre sera exclusivement l'œuvre des débris monarchistes et des valets opportunistes, c'est-à-dire que les élus de Ferry seront les bonapartistes, les orléanistes, les rares et vieux partisans de la royauté très chrétienne et enfin ceux qui ont accepté toute la responsabilité des folies coloniales et des dilapidations budgétaires. Quant aux radicaux, qui eux aussi ont la prétention d'être des hommes d'ordre voir même de gouvernement, Ferry n'en veut pas dans sa compagnie; Ferry n'en fait cas.

C'est bien fait pour les radicaillons et Clémenceau n'a pas volé cette brimade de l'homme des Vosges.

Au surplus il a raison Ferry, nous l'aimons mieux comme ça que lorsqu'il fait semblant d'expulser les jésuites. Il est logique et joue franc jeu, tandis que les radicaux trichent en nous parlant de réformes sociales.

Ne sont-ils pas aveugles et triplement fourbes ceux qui pensent nous faire croire que le gouvernement quel qu'il soit : royauté, monarchie constitutionnelle, système représentatif, oligarchie, quatrième état n'est pas l'ennemi du mouvement, n'est pas la formule même de l'immobilisme ?

Tous les hommes qui s'attachent à cette formule : le gouvernement, ne regardent-ils pas avec inquiétude les masses populaires se désintéresser, de plus en plus, de la politique, ne pas écouter leurs conseils, fuir leur direction pour se réfugier dans la résolution farouche, de prendre corps à corps le patron : le seul ennemi dont elles ont cure ?

Oui, pour les hommes de gouvernement le péril est à gauche, mais chaque fraction politique est le péril d'une autre fraction politique. Léon Say est le péril de de Mun, J. Ferry, est le péril de Léon Say, Ranc est le péril de J. Ferry, Clémenceau est le péril de Ranc, Michelin est le péril de Clémenceau, Basly est le péril de Michelin. C'est pour cela que les républicains ne peuvent pas s'unir entre eux et encore moins se marier avec les monarchistes.

Puis dominant tous ces périls de couloir et de salon, nous anarchistes nous en voyons bien un autre; les fauteurs de gouvernement, ceux qui sont intelligents, le voient bien aussi, en ont conscience et déjà le distinguent nettement dans un horizon proche.

Celui-là ne menace pas seulement des pantins de la politique et le guignol du parlementarisme; c'est la vision rouge de la révolution qui emportera tout; c'est la débacle du peuple lâché, débridé, galopant par les villes et les campagnes où ruisellera du sang de bourgeois, où sera

semé l'or des coffres-forts éventrés.

Nous entendons déjà le bruit du galop qui doit balayer le monde capitaliste, qui dispersera, sous un souffle d'ouragan, les situations acquises, les titres usurpés, les fortunes monstrueusement amassées. Le grondement approche, il nous comble de joie et c'est pour cela que Ferry a peur.

A propos des 28 jours

Insensés que nous sommes ! Nous nous plaignons à tout moment des exactions dont nous sommes victimes. Nous jetons feu et flamme contre les turpitudes de la magistrature, la crapulerie des policiers et des soudards, la cafarderie du prêtre et le jésuitisme des gouvernants; et nous ne nous rendons pas compte que le vrai coupable c'est nous !

Oui, nous, le peuple ! Car, semblable à l'enfant qui s'irrite et qui pleure parce que sur sa tartine le beurre est trop clair, nous nous en tenons à des jérémiades, et, logiques comme Gribouille, nous donnons aux gouvernements les yeux dont ils nous épient et les verges dont ils nous fouettent.

On a, ma foi, raison de dire que la bêtise humaine est infinie; puisque, misérables avocats bavards, nous nous laissons imposer silence sans une seule protestation virile, et, comme le vieux soldat de Scribe, nous souffrons sans murmurer, quand il suffirait d'un geste d'énergie et de volonté pour faire rentrer sous terre tous les parasites qui se gorgent de notre sueur et de notre sang.

C'est principalement à votre adresse, prolétaires, que la bourgeoisie affublant d'un accoutrement grotesque et armant d'un fusil gras transforme en chien de garde de ses privilèges, que je fais ces réflexions : c'est à vous que je parle, forçats de la caserne, pour vous faire comprendre le rôle ignominieux qui vous est dévolu; à vous aussi jeunes gens, que la feuille de route appellera bientôt sous les plis du drapeau de Sédan pour mater sous les ordres d'un Gallifet quelconque le peuple travailleur.

Mais à vous, on vous a causé déjà, et dit ce que vous aviez à faire pour bien mériter de la révolution.

Parlons donc, pour le quart d'heure, à ceux qui jusqu'ici ont été oubliés ! A ceux qui, quittant femme et enfants pour endosser le pantalon rouge, vont faire à travers les plaines et les montagnes la comédie des grandes manœuvres.

Il faut que cette inconséquence dont je parlais au début, et qui nous porte à nous lamenter des malversations de nos maîtres, tout en les subissant quand même, soit fort accentuée pour que la plus impopulaire des dispositions législatives puisse être acceptée par tout un peuple qui en est mécontent.

Je dis tout un peuple et ce n'est pas exagéré, car à part les têtes de pipe qui ont pour métier de fabriquer des lois à la boutique du Palais-Bourbon,

on ne trouverait pas vingt individus en France qui ne se plaignent pas de cette loi.

Vous qui parlez tant de suffrage universel, essayez donc de faire un plébiscite sur cette question, vous vous persuaderez de la vérité de mon affirmation.

Et pourtant, quoique de mauvais gré, les malheureux se laissent faire; tous partent, laissant souvent la famille et les enfants exposés sans pain.

Il est vrai que quelques renards du négoce convertiront le peu de cuivre qu'ils ont prélevé sur bien de privations, en gros sous, en vendant, à la suite des armées, du vin fuschiné et autres drogues malsaines.

Ah! combien cette discipline abrupte et énervante dont nos dirigeants font si grand cas annihile le cerveau et avile le cœur!

Les républicains qui, sous l'Empire gueulaient tous fermes contre les assassins de la Ricamarie; les purs, qui tournaient le derrière aux églises et montraient le poing aux casernes, et qui aujourd'hui, derniers des parjures, jettent soixante millions pris sur notre sueur à des hommes habillés en femme, et neuf cent millions pour l'encasernement de tout un peuple, n'ont pas mal auguré des tristes effets de cette discipline, en conservant, malgré toutes leurs professions de foi et autres programmes de Belleville, ces armées permanentes qui, même pour des patriotes, n'étaient, après la douloureuse expérience de 70-71, que pour les reculades de Sedan et les fusillades de Satory.

Mais vous, travailleurs, mes frères, serez vous dupes de cette tragi-comédie? ne comprendrez-vous pas qu'il est temps de réduire au silence les vautours et les loups-cerviers qui nous rongent, et, en songeant à vos petits qui demandent la becquée, ne vous direz-vous pas qu'il est indigne des fils de 93, d'aller fourbir les armes de ceux qui n'attendent que l'occasion d'égorger vos pères et vos frères?

Réservistes, regimbez contre l'aiguillon! l'heure de la résistance est venue et son premier acte doit être le désarmement du pouvoir.

Refusez d'obéir aux pandours qui vous traitent en bête de somme, ne partez pas, vous donnerez l'exemple aux jeunes, auxquels nous avons jusqu'ici parlé en vain, et accélérant la dégringolade gouvernementale, vous assurerez le triomphe de la révolution libératrice.

UN RÉFRACTAIRE.

LES BARBARES

Ne croyez pas qu'il est ici question des fières et valeureux guerriers qui, paraît-il, furent nos ancêtres dans l'antiquité. Non! les barbares qui nous occupent aujourd'hui n'ont rien de farouche; ils ne coiffent plus le casque au fantastique cimier, ne colportent plus la redoutable francisque, objet de terribles exploits, ils ne cherchent rien moins qu'à jeter l'épouvante, car ils sont en tout semblables à vous, semblables à tous, s'intitulant modestement, selon les besoins, le temps ou la mode: père de famille, honnête homme et... citoyen!

Ils sont pourtant nombreux parmi les civilisés ces individus que nous pouvons encore hautement qualifier de barbares, êtres sans cœur, sans dignité, mais, en revanche, doués de deux qualités fort appréciées des mœurs actuelles: l'égoïsme et la lâcheté!

Pour peu que la curiosité vous pique, vous pouvez chaque jour en compter de curieux spécimens; le hasard, ou autre chose, aidant, vous pouvez, par ces temps de chômage, poser devant la mairie de votre arrondissement; flanez-y un instant et vous ne tarderez point à être requis par un bonhomme de citoyen qui, malgré votre gêne visible et assez apparente, vous réclame un petit service que vous ne pouvez lui refuser; quelques minutes après vous apposez votre griffe sur le registre de l'état civil, prêtant ainsi gracieuse-

ment votre complicité à l'arbitraire le plus indigne et le plus infâme. O barbare!

Deux êtres, humains, si vous voulez, ont usé du droit incontestable de disposer de leur propre personne, ils se sont donné mutuellement et réciproquement la seule jouissance qui, peut-être, leur soit permise de se donner; ils ont disposé d'eux-mêmes de leur propre gré, se sont aimés, se sont accouplés et ont... copulé. Jusque là, certes, ils ne peuvent être répréhensibles; mais voilà qu'un jour ils se trouvent avoir confectionné un nouvel individu, sans l'avoir consulté, sans que le principal intéressé les y ait autorisés, ils se hâtent d'aller dénoncer aux autorités de la localité le nouveau venu qui, par le fait même de cette délation, voit aussitôt assumer sur sa jeune tête toutes les charges que comporte notre admirable société. Comme compensation, il entre immédiatement en jouissance du patrimoine commun aux prolétaires, stock considérable et magnifique assortiment de peines, misères, douleurs variées à l'infini et renouvelées constamment pendant la durée de son existence.

Sincèrement, est-ce qu'un procréateur dans de telles conditions ne touche pas au crime, et de tous n'est-ce pas le plus barbare?

Oh oui, barbare! l'homme qui n'écouterait que sa passion, n'obéissant qu'à son instinct bestial, jette un martyr dans cette société et « ne puise pas dans cet acte le courage et l'énergie nécessaire pour briser les institutions liberticides qui feront de son enfant un souffre-douleur et un « esclave »!

Barbare cette femme qui, victime ou complice des forfaits de son mâle, ne pouvant, hélas! s'illusionner sur les destinées de son enfant, recule devant les responsabilités dont la loi la menace, ne sait ou n'ose anéantir l'œuvre qui sera le véritable châtiement de ces imprudents, de ces déshérités.

Barbare! trois fois barbare, l'Etat qui ne participe à aucun devoir, s'arroge tous droits sur ces misérables et condamne au supplice des générations entières! Cet Etat qui, pour favoriser l'exploitation de l'homme, s'oppose à la destruction d'un être qui ignore encore sa propre existence, quitte, il est vrai, à le jeter plus tard, plein de force et de santé, au milieu d'un champ de bataille, poussant la cruauté jusqu'à choisir l'âge où l'agonie sera plus longue et la mort plus horrible!

L'élimination d'un fœtus a le don de faire frémir d'horreur nos dirigeants. Oh certes! combien est préférable la destruction lente et froidement calculée d'un travail meurtrier, soit par insalubrité, manque de précaution, soit par exiguité de salaire, ou, ce qui est meilleur, par l'écrasement des masses sur lesquelles fantassins et cavaliers piétinent en poussant des hurrahs; où la contraction suprême de l'agonie fait mordre et déchirer, dans le dernier spasme du moribond, les entrailles ouvertes du frère!

Eh bien, non! elle n'est pas barbare, cette douce et tendre société quand elle hurle, glapit, excite, applaudit et récompense ces atrocités. C'est sans doute une manifestation de son excès de sensibilité.

Assez, assez de cette fausse sensibilité; l'être humain doit être heureux et libre ou ne pas être. L'honnête homme ne peut être que celui qui ne

fait aucun mal à son prochain, et quoi de plus proche à nous que l'enfant que nous extrayons de nous-mêmes? Pouvons-nous le condamner à l'existence qui, tant de fois, nous a fait maudire nos parents? Non, compagnons! du bon sens et du cœur; insurgons-nous contre cette morale et ceux qui l'ont instaurée, dussent encore, les insensés ou les intéressés, répandre sur nous leur bave infecte, nous accuser de sauvagerie et de barbarisme.

Dénaturés, sauvages, barbares, soit! Accepté! Une dernière fois, soyons ce que nous devons être, il y va du salut de l'humanité!

Les ouvriers maçons de Barcelone (Espagne) se sont mis en grève à la suite d'un différend survenu entre eux et leurs exploités.

Les journaux nous apprennent que les entrepreneurs, dans une de leurs réunions où ils venaient de repousser les réclamations des ouvriers, ont été très malmenés par l'explosion d'un tube bourré de poudre de guerre.

Trois d'entre eux ont été blessés grièvement et même un de ces derniers est mort le lendemain.

Comme on peut s'en douter, la panique a été grande parmi ces « braves » exploités. Excusez cette réflexion; mais si au lieu de poudre eût été de la nitro-glyss, ou de la panclastite? Il est probable qu'au lieu d'un « Macchabé » nous en aurions plusieurs à enregistrer.

Esperons que nos grévistes français sauront suivre l'exemple de leurs frères espagnols, qu'ils ouvriront enfin les yeux de manière à voir que les politiciens de tous poils ne vont chez eux que pour leur faire faire des bassesses, en attendant qu'ils veuillent bien les nommer députés, ou leur fassent frapper une médaille.

Nous ne pouvons qu'applaudir aux actes de ce genre; ils font plus de besogne en une seconde, que trois mois de grève pacifique, où une bande de cloches spéculant sur le dos des mineurs, battent la grosse caisse pour augmenter leur tirage et la mise en scène de leur feuille charlatanesque.

Les Fictions du Quatrième Etat

Nous arrivons « bons derniers » pour occuper nos lecteurs de la conférence internationale organisée à Paris par le Comité de l'Exposition ouvrière; pourtant nous ne pouvons pas laisser sous silence cette manifestation du parti ouvrier.

Elle a été raisonnablement internationale, Brousse et le sacré collège possibiliste n'ayant pu, comme en 1883, exclure les hérétiques.

Quant à ce qui s'y est dit, ça a été fort intéressant, les plaintes ont été poignantes, l'étalage des misères très complet.

Et puis après?

Après, tous ces pauvres gens ont conclu, en mendiant honteux, qu'il fallait demander l'intervention de l'Etat pour réglementer le travail, pour protéger les faibles, récompenser les bons et punir les méchants, tout comme à l'Ambigu-Comique.

Et dire que parmi les auditeurs il ne s'en est pas trouvé un seul qui ait eu le courage de siffler.

Décidément broussistes, guédistes, joffrinois, vous ne comprenez rien aux choses de la Révolution, vous ne connaissez ni son principe, ni sa logique, ni sa justice; vous ne parlez pas sa langue; ce que vous présentez comme revendications des travailleurs n'est que carottes électorales; ce que vous prenez pour des plaintes

susceptibles de poser le problème social n'est que le mugissement de la multitude ignorante comme vous des pensées du peuple.

Nous vous méprisons, car vous n'êtes que des sectes qui rampez aux pieds du gouvernement, vous n'êtes que des larves qui attendez impatiemment le moment de vous transformer en papillon parlementaire.

Quoi! au lieu de dire à ceux qui vous écoutent qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour s'affranchir, au lieu de proclamer bien haut que la question du travail ne doit et ne peut être tranchée que par l'initiative libre des travailleurs, vous leur conseillez d'espérer et d'attendre quelque chose de l'Etat, de demander secours au gouvernementalisme. Mais ignorez-vous que l'Etat est impuissant à fonder la liberté politique, qu'il ne peut coexister concurremment avec elle, qu'il est encore et surtout la négation même de l'idée révolutionnaire, qu'il représente le principe absolument opposé, contraire à la participation de tout à tout, au gouvernement dans lequel vous voulez entrer, comme à la production, à la distribution et à la consommation?

L'expérience n'atteste-t-elle pas et la philosophie ne démontre-t-elle pas, contrairement aux préjugés, que toute Révolution, pour être efficace, doit être spontanée, sortir, non de la tête du pouvoir, mais des entrailles du peuple; que le gouvernement est plutôt réactionnaire que progressif; qu'il ne saurait avoir l'intelligence des révolutions, attendu que la société, a qui seule appartient ce secret, ne se révèle point par des secrets de législation mais par la spontanéité de ses manifestations; qu'enfin le seul rapport qui existe entre le gouvernement et le travail c'est que le travail en s'émançant a pour mission d'abroger le gouvernement?

Alors vous êtes bêtement les plagiaires des Louis Blanc, des Tolain et des Nadau; comme eux vous amusez la galerie par des discours; comme eux, si nous vous laissons faire, vous feriez avorter les colères prolétariennes par la plus ridicule des débâcles.

La rixe sanglante qui a eu lieu ces derniers jours à la Mouche (Lyon) entre les ouvriers verriers qui reprochaient, avec juste raison, sa lâche conduite à un de ceux qui, pendant que ses collègues luttaient contre leurs exploités, servait d'instrument de servitude à l'exploiteur Allouard, vous remet sous les yeux les phases sanglantes qui ont présidé à cette grève.

Si nous revenons sur ces faits, c'est pour démontrer une fois de plus comment la justice bourgeoise s'applique.

Tout le monde se rappelle les faits. Un patron nommé « Allouard » fit feu sur les travailleurs en grève, en blessa quarante et quelque. Assurément il ne fut pas inquiété, mais en revanche les blessés furent traduits en correctionnelle, c'est le comble. Mais ce lâche, que nous pourrions qualifier d'assassin, car s'il n'a pas tué ce n'est pas de sa faute, jouit de l'impunité; bien plus, il est libre d'exploiter son semblable, ceux que son revolver n'a pu atteindre, il les attend dans son bain où de nouvelles victimes iront s'offrir à lui.

Par un travail dur, exténuant, l'ouvrier verrier est usé à 35 ou 40 ans et finit où tous les travailleurs finissent: sur un lit d'hôpital, pour la plus grande gloire de leurs exploités.

Eh bien! travailleurs, est-ce que tout cela n'est pas odieux? Ah! s'il était un travailleur qui agit ainsi contre son patron, les magistrats intègres

auraient vite cherché dans le code et auraient dit :

Tentative de meurtre avec préméditation sur quarante individus, et dame Thémis aurait : répondu 20 ans de travaux forcés ou plus.

Eh bien ! si la justice bourgeoise ne l'atteint pas, c'est que c'est un des leurs, un vil exploiteur.

Il faut que les travailleurs s'en souviennent pour que le jour de la liquidation sociale, l'on se repasse tous leurs crimes et que l'on soit comme eux implacables, c'est-à-dire sans pitié.

Cet individu, qui a pour nom Allouard, que la justice populaire aurait dû atteindre, doit être collé au pilori de la honte et au mépris de tous les honnêtes gens en attendant qu'il soit collé au mur.

L'aristocratie du droit scientifique

III

Mais alors même que, dans le dessein d'atténuer l'excès du mal, on procéderait à la révision des capacités cérébrales en fournissant aux individus injustement déprimés les moyens de devenir des aristocrates à leur tour, s'imaginerait-on, par cette mesure, avoir désarmé l'esprit révolutionnaire ?

Pas le moins du monde. Cette transaction n'aurait même pas ajourné l'ère des revendications sociales.

D'abord, même parmi ceux qui seraient réputés les plus intelligents, les plus personnels, les plus égoïstes ne tarderaient pas à se faire adjudger les meilleures parts et à primer leurs égaux moins enclins à la défiance.

Quant aux anciens privilégiés qui, en vertu de la loi céphalométrique, seraient relégués aux derniers rangs, leur orgueil blessé à vif par cet affront les transformerait bientôt en ennemis acharnés du nouvel ordre de choses.

Leur haine contre la révolution serait d'autant plus violente qu'ils n'auraient pas été habitués comme le vulgaire, dès leur naissance, à subir les humiliations et les privations qui sont l'apanage obligé des vaincus de la vie.

Le souvenir de leur ancienne splendeur et des avantages dont ils auraient été dépossédés, porterait cette fureur au paroxysme, et en ferait une nouvelle classe de révolutionnaires, non moins ardents que leurs devanciers à détruire une société qu'ils trouveraient abominable le jour où ils en savoureraient jusqu'à la lie toutes les amertumes.

L'équilibre, à peine rétabli, serait aussitôt rompu.

L'antagonisme renaîtrait alors plus vivace que jamais entre les classes ; et, par la force même des événements, les possesseurs de cerveaux étroits que leur incapacité intellectuelle aurait fait reléguer dans les rangs les plus intimes, tenteraient des efforts désespérés pour reconquérir le paradis perdu, et acquerraient en peu de temps cette seconde vue (*mens divinator*) que donne le malheur.

La cause des perturbations, loin d'être supprimée, n'aurait fait que changer d'aspect. La bascule oscillerait toujours sur le même pivot ; les poids seuls auraient été déplacés.

Mais en admettant qu'un tel remaniement dans le classement des capa-

ités pût s'opérer sans encombre, se figure-t-on les étranges revirements auxquels son application ne manquerait pas de donner lieu ?

Il est bien rare que tous les membres d'une même famille soient marqués au même degré du sceau de l'intelligence.

Voilà donc le droit d'aïnesse qui fait sa réapparition, soutenu par la doctrine du péché originel ; il y aurait, dans l'oligarchie scientifique des grands frères et des petits frères, aussi bien que dans l'ancien régime flétri par les libres-penseurs.

Si, dans les familles privilégiées, les individus possesseurs de cerveaux mal conformés étaient susceptibles de trouver des compensations à leur infortune, quelle consolation offrirait-on aux crânes volumineux qui viendraient à surgir dans les familles pauvres ?

Napoléon I^{er}, qui était d'un naturel pervers, mais richement doué sous le rapport de la capacité cérébrale, avait dans son oncle, le cardinal Fesch, un être très vulgaire et pourvu d'un crâne fort peu volumineux.

Un jour, aux Tuileries, le neveu voulut initier l'oncle à des théories transcendantes que l'esprit borné de ce dernier ne lui permettait pas de saisir.

Napoléon, exaspéré de la stupidité, lui prit le bras et, l'attirant violemment dans l'embrasure d'une croisée, lui montra un coin du ciel, en lui disant : « Voyez-vous cette étoile ? »

Le cardinal s'écarquillait en vain les yeux pour découvrir la maudite étoile ; enfin, de guerre lasse, il avoua qu'il ne l'apercevait pas.

« Eh ! bien, moi, je la vois, reprit Napoléon avec impétuosité. »

Le dialogue en resta là ; mais le cardinal Fesch ne comprit pas l'apologue et demeura convaincu que son neveu avait de meilleurs yeux que les siens.

Nous avons pu juger à l'œuvre les diverses aristocraties qui ont exercé le pouvoir.

Leur prétendue supériorité ne s'est manifestée jusqu'ici que par un redoublement des fléaux qui se sont abattus sur l'humanité.

Qu'étaient-ce que ces Romains si vantés qui s'étaient rendus les maîtres absolus du monde alors connu des anciens ?

S'il faut en croire Montesquieu, qui avait étudié leur grandeur et leur décadence, c'étaient les plus déterminés brigands de l'univers.

Leurs conquêtes ébauchées par la violence, n'étaient maintenues que par la trahison et le parjure.

Les Espagnols, supérieurs par le cube du crâne aux Indiens des deux Amériques, ont désolé ces beaux pays par les crimes les plus atroces dont les annales humaines fassent mention ; l'horreur qu'ils inspirèrent fut si grande, qu'elle fit lever spontanément ces flottes de corsaires et de flibustiers qui infligèrent à leurs larmes de sanglantes défaites.

C'est au nom des progrès de la civilisation, et sous le prétexte d'ouvrir des débouchés au commerce et à l'industrie de leurs nationaux, que les divers peuples de l'Europe allèrent fonder ces colonies où ils apportèrent le viol, le massacre et la dévastation.

Il n'est pas jusqu'aux insulaires inoffensifs de la Polynésie qui, n'offrant pas de résistance aux vainqueurs n'aient été, en récompense de leur

soumission, abrutis par les liqueurs fermentées, par le tabac, souillés par la syphilis aggravée par la phtisie et, par surcroît, livrés en pâture à la cupidité des missionnaires.

Concluons donc que la meilleure des aristocraties ne vaut rien ; elle n'a de raison d'être que la force et la ruse. De quelque nom pompeux qu'on la décore, elle représente toujours le droit du plus fort, c'est-à-dire l'iniquité.

Quant à nous, anarchistes, nous ne reconnaissons à qui que ce soit le droit de nous régenter ; nous entendons rester maîtres de notre destinée, alors même qu'on nous destinerait le licou soi-disant dans notre propre intérêt. Nous connaissons par cœur la fable du cheval qui a voulu se venger du cerf.

Non, non, plus de tyrans, qu'ils soient bons ou mauvais, alors même qu'ils sortiraient de nos rangs et qu'ils auraient commencé par rendre des services à la cause populaire.

Nous ne pouvons que nous associer à ces paroles de Saint-Just, en donnant au mot de *régner* l'extension qui implique une autorité quelconque :

« Régner seulement est un attentat, une usurpation que rien ne peut absoudre, qu'un peuple est coupable de souffrir et contre laquelle chaque homme a un droit tout personnel. »

« On ne peut régner incessamment, la folie en est trop grande. »

« Il faut traiter cette usurpation comme les rois eux-mêmes traitent celle de leur prétendue autorité. »

« Ne fit-on pas le procès à la mémoire de Cromwel pour avoir usurpé l'autorité de Charles I^{er} ? »

« Et certes l'un n'était pas plus usurpateur que l'autre ; car lorsqu'un peuple est assez lâche pour se laisser dominer par les tyrans, la domination est le droit du premier venu, est n'est pas plus sacrée, pas plus légitime sur la tête de l'un que sur celle de l'autre. »

(Fin)

LE CASSEUR DE PIERRES

SONNET

Sur le trottoir de la grand' route,
Courbé sur un tas de cailloux,
Le corps brisé, l'âme en déroute,
Le vieux casseur frappe à grands coups.

Pour lui, c'est bien rude sans doute
Car il tremble sur ses genoux
Et la sueur noire dégoutte
De ses haillons...

Que voulez-vous,

En été la chaleur est vive
Et le travailleur, pour qu'il vive,
N'ayant que ses bras pour tout bien,

Ne doit s'arrêter qu'à la tombe !
Que cette iniquité retombe
Sur les bourgeois qui ne font rien !

GUILLAUME MAGNIN.

CORRESPONDANCE

Nous recevons d'un de nos amis la lettre suivante :

Beaucoup de personnes ont certainement entendu des soldats, leur fils, leurs frères, leurs parents ou leurs fiancés, se plaindre (avec raison) des vols que les gradés commettent en trichant sur l'ordinaire, soit en achetant des denrées de mauvaises qualités, soit en n'en achetant que pour les trois quarts et même que pour la moitié de la somme réglementaire.

Ce vol, qui est certainement odieux, vu que l'ordinaire, fournit *juste* à un homme la nourriture pour le conduire à l'anémie, est

commun dans tous les corps ; aussi bien dans les troupes de France que dans celles d'Afrique y sont soumises et pillées de la façon la plus horrible sous l'œil bienveillant des capitaines et même des généraux.

Mais les troupes d'Afrique sont encore volées d'une façon bien plus atroce ; pour leur tricher quelques centimes par jour, on les fait périr lentement, aux prises avec les fièvres, qui souvent sont mortelles avec un climat comme celui du Sud algérien ou du Sahara.

Mais faisons l'historique des faits.

Lorsque la France s'empara de l'Algérie, on ne fut pas *très longtemps* à s'apercevoir que nos soldats, plus ils allaient au Sud, plus ils tremblaient et succombaient par l'action des fièvres.

La docte Assemblée, consultée sur ce péril, prescrivit l'emploi du sulfate de quinine.

Mais quelques docteurs, quelques majors ayant remarqué que les hommes sous, l'influence d'excitants tels que *café* et *alcool*, résistaient mieux à la fatigue et aux fièvres, proposèrent aux généraux, et par eux au ministre de la guerre, d'accorder aux hommes casernés, cantonnés ou campés dans le Sud algérien en particulier et dans tous les pays chauds en général, une ration de quelques centilitres d'alcool (tafia) et quelques grammes de café en supplément sous le nom de *ration hygiénique*.

Il est bien entendu que cela ne devait être que pendant l'été, alors que l'on a 40 à 50 degrés de chaleur et quelquefois davantage.

Cette mesure, mise à l'essai, donna des résultats satisfaisants ; aussi fut-elle acceptée d'emblée.

Or, il y a actuellement à Tadmirt, au sud de la province d'Alger, un détachement composé de zouaves et de chasseurs de l'infanterie légère d'Afrique ; et bien ! depuis le 1^{er} mai que ce détachement est à destination, il n'a pas encore vu l'ombre de la fameuse ration hygiénique.

Aussi, vous dire le nombre des fiévreux et des malades serait impossible ; en disant 50 pour 100, nous sommes certains d'être au dessous de la vérité.

Où l'argent affecté à cette légère dépense a-t-il passé ? Hélas ! nous l'ignorons ; nous souffrons par les maladies, pendant que quelques gradés, (peut-être le trésorier et le capitaine), dissipent l'argent qui nous aurait apporté quelque soulagement.

Nous n'avons certes pas réclamé, car nous savons que le terrible *Silos* et au besoin l'ignoble Conseil de guerre sont là pour étouffer nos justes revendications.

Ah ! compagnons ! vous qui êtes civils et qui n'avez pas à craindre la *maudite* loi du sabre, dévoilez cette iniquité, et surtout faites votre possible pour hâter ce jour tant désiré de la Révolution, et vous verrez si nous saurons nous servir des armes que nos maîtres et nos bourreaux ont placés entre nos mains.

Vive la Révolution sociale !

Vive l'Anarchie !

Un groupe de soldats africains.

On nous écrit de Marseille :

Nous prions tous les compagnons détenteurs de listes de souscription pour la création à Marseille d'un organe anarchiste en langue italienne et française, de les renvoyer avant le 1^{er} octobre prochain, date probable de l'apparition du journal.

Rédaction : rue Chevalier-Roze, 8, Marseille.

TRIBUNE RÉVOLUTIONNAIRE

Toulouse. — Au vaillant propagateur des théories sociales, à l'énergique défenseur des déshérités, des opprimés, au nouvel organe anarchiste, à la « *Lutte sociale* » salut !

Alerte ! compagnons, tapez dur sur cette société vermouluée qui nous régite, démolissez tous ces préjugés qui font de l'homme l'esclave le plus docile, le plus rampant devant l'autorité, faites comprendre au prolétaire le vol dont il est et a été victime jusqu'à ce jour, faites lui connaître ses implacables ennemis, démasquez tous ces socialistes à faux nez qui veulent escamoter la Révolution et la faire à leur profit.

Tout ce qui est sincère, tout ce qui est honnête dans la classe laborieuse, tout ce qui a dans le cœur l'amour de l'indépendance, de la liberté, vous suivra, vous secondera, vous aidera dans la voie que vous ont tracée vos

devanciers, le *Droit social*, l'*Etendard*, l'*Emeute* et le *Drapeau noir*.

Quant à nous, vous pouvez compter sur notre concours le plus actif, le plus dévoué. nous ne faillirons pas à notre devoir.

Pour l'humanité, pour la Sociale, pour l'Anarchie!

Le groupe anarchiste
«Les Vengeurs» de Toulouse.

Nos amis de Toulouse nous annoncent qu'une conférence aura lieu samedi, 11 septembre, faite par le compagnon Tortelier, de Paris.

Peyriac-sur-Mer. — Si la bourgeoisie tient sa parole, elle ne manquera pas de vous traquer; sortie de la bouche d'un procureur, cette parole oblige. Vous ne serez donc pas surpris si les persécutions qui ont recommencées par les condamnations de notre amie Louise Michel et du compagnon Bordat continuent de plus belle. Cela ne prouve qu'une chose, c'est que, digne de ses aînés, votre organe combattra le bon combat et jette déjà le trac dans le camp bourgeois, c'est pourquoi nous vous saluons. Nous envoyons l'expression de notre admiration aux vaillants lutteurs de Chicago qui payent de leur vie leur dévouement à la cause. Puisse la bombe qui a éclairci les rangs policiers ne pas rater leurs assassins. Le sang des martyrs est une semence de prosélytes.

Les Révolutionnaires
de Peyriac-sur-Mer.

Les Niveleurs troyens aux communistes-anarchistes. — Jamais initiative plus heureuse ne pouvait être prise par les compagnons lyonnais, que celle de faire reparaître l'organe anarchiste qui, comme ses devanciers, saura revendiquer courageusement nos droits, en même temps qu'il sèmera sans relâche, dans tous les cœurs opprimés, la haine de la bourgeoisie maudite.

Nous avons le ferme espoir que tous les communistes-anarchistes se feront un devoir de se grouper autour de ce nouvel organe de combat, afin de lui assurer la vie, jusqu'au jour de la grande liquidation sociale, qui ne peut tarder d'arriver.

Recevez, compagnons, nos souhaits révolutionnaires.

Les Niveleurs Troyens.

Beaucoup de groupes nous écrivent, pour nous faire leurs souhaits de bienvenue, mais l'exiguité de notre format ne nous permet pas de les publier. Qu'ils veuillent bien passer sur cela et qu'ils soient convaincus que la *Lutte sociale* ne faillira pas à sa tâche.

N. D. L. R.

L'ÉTAT OUVRIER

L'Etat, aujourd'hui, est le représentant, l'organe de la dictature des classes dirigeantes, c'est l'Etat bourgeois.

Si, demain, il avait à sa tête, au lieu de caporaux cléricaux et d'avocats normands, des hommes imbus des idées les plus libérales, les plus radicales, les plus révolutionnaires — des ouvriers même si vous voulez — cet Etat ouvrier en serait-il moins l'Etat?

L'Etat en serait-il moins le dictateur?

Et la dictature en serait-elle plus apte à fonder la liberté et à trancher la question sociale?

Non, jamais la dictature, une dictature quelconque, ne représentera le peuple.

Elle représente bien la bourgeoisie et la classe dirigeante, dit-on.

Sans doute, mais qu'est-ce que la bourgeoisie? qu'est-ce que la classe dirigeante?

Une oligarchie qui a des intérêts propres, des intérêts particuliers, en contradiction avec l'intérêt général.

On comprend donc facilement qu'elle puisse s'incarner en un petit nombre d'individus, imposer une loi conforme à ses convoitises, sans respect du droit d'autrui, et de partager les bons postes de la société, sous l'égide d'un gou-

vernement qui représente exactement ses passions et ses appétits.

Toute oligarchie ne peut vivre que par la dictature; elle est la dictature elle-même.

Et comment voulez-vous que la dictature représente le peuple, c'est-à-dire l'universalité des intérêts réglés par la justice?

En fait, la dictature ne peut jamais s'exercer que par un nombre extrêmement restreint d'individus, et ne peut subsister qu'à la condition d'une effroyable centralisation qui concentre dans leurs mains tous les efforts de la société et tous les moyens d'action.

Elle est donc absolument le contraire du gouvernement direct du peuple par le peuple et par conséquent elle dépose le peuple.

Supposons que ce soient des ouvriers qui exercent cette dictature au soi-disant profit des ouvriers, des socialistes au soi-disant profit du socialisme.

Qu'y aura-t-il de changé pour cela?

Pourquoi confier la solution du problème et le triomphe de vos intérêts à quelques-uns d'entre vous?

Croyez-vous que ces quelques ouvriers connaîtront mieux la question ouvrière que la classe ouvrière elle-même? Qu'ils sauront mieux que l'ensemble de leurs camarades trancher les questions pendantes et trouver ce qui convient à tous et à chacun?

Croyez-vous enfin, que parce que l'Etat, le gouvernement, sera occupé par des ouvriers, il aura cessé d'être un mécanisme au-dessus et en dehors de vous, une force centralisée dans quelques mains au détriment de la liberté et de la sécurité de tous?

Quand vous leur aurez confié tous les droits et tous les pouvoirs à ces ouvriers, vos frères, qui ont aujourd'hui les mêmes intérêts que vous, parce qu'ils subissent comme vous l'écrasement commun, que vous reste-t-il à vous, la masse, pour vous protéger contre leurs erreurs et les trahisons toujours possibles de vos délégués?

Qui vous prouve qu'ils continueront de voir et de sentir comme vous, quand, au lieu d'être le grain que la meule broie, ils seront devenus, à leur tour, la meule qui broie le grain?

Mais admettons, pour un instant, que ces ouvriers, ces prolétaires, devenus le gouvernement, restent purs, impeccables et dévoués, que le pouvoir ne leur tourne pas la tête, et qu'ils cherchent de bonne foi à résoudre la question sociale sans aucune arrière-pensée. — Supposons même que vous ne vous soyez pas trompés dans vos choix, que vous ayez bien désigné les plus capables et les plus intelligents, en même temps que les plus honnêtes.

Nous voulons tous la justice, l'égalité sociale. Là-dessus point de discussion.

Mais pour les uns cette justice s'appelle le Communisme, pour d'autres le Phalériste, pour d'autres le Collectivisme, pour d'autres le Mutualisme, pour d'autres la coopération, etc., etc.

Quelle solution adoptera l'Etat ouvrier?

La Communiste?
La Prudhonienne?
La Fouriériste?
La Saint-Simonienne?
La Collectiviste?

Ou celle des congrès ouvriers?

Il est évident, en effet, que la dictature ne peut les adopter toutes à la fois, organiser à la fois le travail sur la base Communiste, Collectiviste et Individualiste, suivre Prudhon et accepter Cabot, légiférer au nom de Fourier et décréter au nom de Saint-Simon, fonder l'égalité absolue par l'équivalence des fonctions et établir, d'autre part, le gouvernement des capacités.

Puisqu'il est l'Etat, il est l'Unité et la Centralisation. Il faut donc qu'il

choisisse une solution à l'exclusion des autres

Laquelle?

Et qu'il la codifie et l'impose.

En vertu de quelle infailibilité?

Car s'il ne choisissait pas et n'imposait pas, que serait cet Etat-soliveau, et à quoi servirait-il?

Remarquons bien, de plus, que la science sociale est une science non pas finie, mais qui commence. Chaque jour, une nouvelle découverte industrielle, un nouveau progrès de l'esprit humain, une nouvelle conquête du devoir sur l'ignorance, peut agrandir l'horizon, modifier les lois d'application.

Il faut donc trouver un mécanisme qui permette au progrès social de se produire graduellement, doucement, à chaque minute et sur tous les points à la fois, sans secousse, sans obstacle, qui permette, en un mot, à la société de se développer, comme se développe le corps humain, comme pousse la plante par une assimilation incessante et complète de tous les éléments de vie, de force et d'amélioration.

Ce mécanisme ne peut être l'Etat même ouvrier, réglant autoritairement, en tant qu'Etat, l'organisation du travail et la constitution économique de la société.

Ce mécanisme ne peut se trouver que dans l'autonomie des unités sociales, la libre action des travailleurs, des intéressés, le libre jeu des groupes naturels pouvant sans entrave aucune trancher toutes les questions qui les touchent et se solidariser au mieux des intérêts généraux et particuliers.

L'Etat bourgeois est votre ennemi.

L'Etat ouvrier serait impuissant, car il serait toujours l'Etat, c'est-à-dire la dictature, c'est-à-dire le contraire de la liberté qui est le droit et de l'égalité qui est la justice.

L'OUVRIER NORMAND

Les déshérités normands viennent de lancer un organe franchement révolutionnaire à Caudebec-lès-Elbeuf. Nous souhaitons longue vie à notre confrère et lui crions: Bravo et courage.

Prospérité capitaliste

A la Conférence internationale un délégué belge, qui lui aussi, comme nos possibilistes, est partisan de l'intervention de l'Etat, a fait le triste exposé suivant de la situation des travailleurs en Belgique:

« Les mineurs gagnent 0 fr. 90, 1 fr. 75 et 1 fr. 80, jamais 2 francs, à part de rares exceptions... D'après une enquête gouvernementale, qui est devenue malgré elle un réquisitoire écrasant, il est avéré qu'une jeune fille, entrant à la mine à quatre heures du matin et en sortant à onze heures du soir, ne gagne que 1 fr. 80, et elle doit encore servir d'instrument de plaisir aux porions pendant les heures de repas. Les carriers gagnent 1 fr. 80 et 2 francs par jour, rarement 3 francs; encore ce dernier prix ne se rencontre-t-il que dans le pays wallon... Les ouvriers qui travaillent la terre ne gagnent jamais plus de 1 fr. à 1 fr. 10 par jour. Les tisseurs — les plus heureux — gagnent de 6 à 7 fr. par semaine. A Gand, pourtant, la moyenne des salaires, pour les hommes, est de 16 à 18 francs. En trois années, les grèves entreprises pour obtenir ce résultat, ont coûté 70,000 fr. aux ouvriers. Et quelles grèves! La dernière, qui a eu lieu parmi les fileuses de lin — généralement des fillettes de onze à douze ans — a éclaté parce que le patron n'a pas voulu recevoir une femme qui n'était venue travailler que six jours après ses couches. »

Et dire, qu'après avoir entendu une pareille litanie de la misère, il y a encore des gens assez naïfs ou assez scélérats pour croire que les seules forces naturelles suffiront à établir

l'équilibre entre la production et la consommation.

Faire intervenir l'Etat pour protéger l'ouvrier contre l'exploitation des capitalistes, organiser des grèves pour augmenter le salaire, voilà qui est de l'utopie!

Le gouvernement? Mais il n'a pas de raison d'être s'il ne protège pas les bourgeois, les industriels, les manufacturiers, les parasites fonctionnaires et rentiers; quant au salaire, son taux est fixé, par la loi de l'offre et de la demande, à la plus petite somme indispensable, juste nécessaire pour que les ouvriers mangent du pain sec et fassent des enfants.

Si le salaire tombe trop bas, les ouvriers crèvent, et la demande de nouveaux hommes le fait remonter. S'il monte trop haut, l'offre plus grande de travailleurs le fait baisser. C'est l'équilibre des ventres vides, la condamnation perpétuelle au baigne de la faim. Espérer que l'on sortira de ce baigne sans conspiration, en s'organisant au grand jour, uniquement par la libre discussion des intérêts, mais c'est de la folie ou de la lâcheté!

Non! il n'y a rien à faire, si ce n'est allumer le feu aux quatre coins des villes, faucher les peuples, raser tout et quand il ne restera plus rien de ce monde pourri, peut-être en repoussera-t-il un meilleur.

AVIS

Nous invitons nos dépositaires qui ont des exemplaires du premier numéro à vouloir bien nous les retourner le plus vite possible.

Nous prions aussi les détenteurs de listes de souscription à bien vouloir nous les envoyer. Nous comptons sur le dévouement de tous les compagnons, s'ils veulent que le journal vive.

Ceux qui désireraient acheter des billets de la tombola, au bénéfice du journal, n'ont qu'à les demander aux bureaux par lettre, moyennant 25 centimes par billet.

PETITE POSTE

Spartacus à Ganges: c'est Dehors et Turial. — Lucas à Paris: 6 fr. 50 le cent sans reprise des invendus. — Puillet à Puteau: Cours Eugénie, 13, à Montchat. — Torrens à Marseille: Prison St-Paul à Lyon. — J. à Vaise: acceptons quand besoin sera. — Grapper à Roubaix: acceptons vos conditions. — Rivezain à Bordeaux: acceptons votre concours dans les conditions voulues. — *Révolte des affamés* à Calais: Envoyez-nous les trois premiers numéros. — Ch. à Chaumont: Oui. — L'Étincelle à Vervier, Ch. à Chaumont, M. à Amiens T. à Reims, P. à Puteau, T. au Creusot, P. à Amiens, D. à Nîmes, B. à Lodève, T. à Marseille, V. à Vienne, V. à Romans, P. à St-Paul-en-Jarret, M. à Paris, F. à Toulon, L. à Bourg-de-Thizy, G. à Roubaix, D. à Amplepuis, P. à Genève: reçu timbres et mandats.

La « Lutte sociale » est en vente à Marseille chez Marius Gauchon, kiosque numéro 3, au haut du Cours, à côté de l'Alcazar.

LE RÉVOLTÉ

Organe communiste anarchiste.

Prix: 10 centimes. — Administration: 140, rue Mouffetard, Paris.

L'OUVRIER NORMAND

Journal Socialiste

Prix: 10 centimes. — Bureaux: 1, rue Dautresme, à Caudebec-lès-Elbeuf.

Le Gérant: JEAN ROCCA.

Imp. A. PASTEL, 10, petite rue de Cuire.